

**CONVENTION
POUR AUTORISATION DE TRAVAUX ET DE PASSAGE
DE CANALISATION EN TERRAIN PRIVE**

Information

Cette convention est établie en application des dispositions de livre 1^{er} (nouveau) du code rural – l'aménagement et l'équipement de l'espace rural – définies, pour la partie législative, par la loi n° 92-1293 du 11 décembre 1992 et, pour la partie réglementaire, par le décret n° 92-1290 du 11 décembre 1992.

Les articles joints en annexe qui définissent les servitudes pour l'établissement de canalisations publiques d'eau ou d'assainissement sont :

L 152-1, L 152-2, R*152-1 à R*152-15

L'accord amiable est recherché prioritairement. S'il n'est pas obtenu, la servitude de passage pourra être établie après enquête d'utilité publique.

Par-devant nous, Monsieur Jérôme VIAUD
Maire de la Commune de Grasse
Ont comparu :

La Commune de Grasse
Située dans les Alpes Maritimes (06)
Représentée par son **Maire, Monsieur Jérôme VIAUD**
Et désignée ci-après par l'appellation « la collectivité »,

D'une part

ET

Madame COSTA Nicole

Agissant en qualité de : propriétaire

Et désigné ci-après par l'appellation « le propriétaire »

D'autre part

IL A ETE EXPOSE CE QUI SUIIT :

Madame COSTA Nicole déclare qu'elle est seule propriétaire dans la Commune de Grasse des parcelles traversées par la conduite décrite à l'article 1 ci-dessous :

SECTION	NUMERO
EM	39
EM	40

Suivant les relevés de propriétés ou actes notariés joints en annexe.

Les parties, vu les droits conférés pour la pose de canalisations publiques d'eau par les articles L 152-1, L 152-2, R*152-1 à R*152-15 du code rural (livre 1°, nouveau) dont les copies sont jointes en annexe et les textes subséquents, ont convenu ce qui suit :

Article 1

Après avoir pris connaissance du tracé de la canalisation figuré sur le plan annexé à la présente convention sur les parcelles ci-dessus désignées, le propriétaire reconnaît auprès de la Collectivité, maître de l'ouvrage les droits suivants :

1. Etablir à demeure ladite canalisation souterraine de 200.00 mm, de diamètre, sur une longueur de 180.00 m, dans la berge gauche du vallon des Chèvrefeuilles, une hauteur de 1.00 m environ étant respectée entre la génératrice supérieure de la canalisation et le niveau du sol après les travaux,
2. Etablir à demeure dans la même bande de terrain les ouvrages accessoires ci-après désignés :
 - 5 regards en béton
3. Procéder sur une largeur de 3 m à tous travaux de débroussaillage, abattage d'arbres et suppression de souches reconnus indispensables pour permettre la pose de la canalisation et la construction des ouvrages.

Par voie de conséquence, la Collectivité et le Délégué chargé de l'exploitation du réseau, ou celui qui pour une raison quelconque viendrait à lui être substitué, pourront faire pénétrer dans lesdites parcelles leurs agents et ceux de leurs entrepreneurs dûment accrédités, en vue de la construction, la surveillance, l'entretien et la réparation, ainsi que le remplacement, même non à l'identique, de la canalisation et des ouvrages à établir.

Article 2

Le propriétaire s'oblige, tant pour lui-même que pour ses locataires éventuels, à s'abstenir de tout fait de nature à nuire au bon fonctionnement et à la conservation de la canalisation et des ouvrages connexes et à n'entreprendre aucune opération de construction ou d'exploitation qui soit susceptible d'endommager la canalisation et les ouvrages ou de gêner leur accès.

Les ouvrages ou constructions existants du fait du propriétaire dans la bande de servitude sont :

- 180.00ml de canalisations en PVC
- 5 regards en béton

Article 3

Eu égard à la nature des travaux réalisés, la présente autorisation est délivrée à la Collectivité aux conditions ci-après :

Article 4

Les dégâts qui pourraient être causés aux cultures et aux biens à l'occasion de la surveillance, de l'entretien et de la réparation de la canalisation et des ouvrages ainsi que de leur remplacement, feront l'objet, le cas échéant, d'une indemnité fixée à l'amiable, ou, à défaut d'accord, par le tribunal compétent.

Article 5

Le tribunal compétent pour statuer sur les contestations auxquelles pourraient donner lieu l'application de la présente convention est celui de la situation des parcelles.

Article 6

La présente convention prend effet à dater de ce jour et est conclue pour la durée de la canalisation visée à l'article premier ci-dessus, ou de toute autre canalisation qui pourrait être posée dans l'emprise existante.

Article 7

La présente convention est soumise au timbre et à l'enregistrement mais elle bénéficie de la gratuité de la taxe en vertu de l'article 1042 du code général des impôts. Elle doit en outre être publiée au bureau des hypothèques de la situation de l'immeuble à la diligence et aux frais de la collectivité.

Article 8

Un exemplaire de la présente convention dûment signé et enregistré sera transmis au délégataire.

Fait en cinq exemplaires,

A, le

A, le

Le propriétaire :

Représenté par :

Pour la collectivité,
Le Maire,
Monsieur Jérôme VIAUD